Pour preuve, son interopérabilité à venir en zone Cemac aiguise les ambitions au Cameroun.

Une discrète bataille de positionnement se déroule dans le secteur de la monnaie électronique au Cameroun. Elle est aiguisée par l'imminence de l'interopérabilité des systèmes de paiement au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cemac). Cette communauté regroupe six pays : le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale, la République centrafricaine et le Tchad. Et l'interopérabilité devrait booster le marché déjà juteux de la monnaie électronique dans la sous-région.

Elle va donner la possibilité de faire des transactions entre différents types de comptes (mobile, bancaires...) et entre les pays de la Cemac. « Toutes les banques se sont déjà équipées de plateformes qui leur permettront d'émettre leurs propres monnaies électroniques, interchangeables entre divers acteurs », confie à l'Agence Ecofin, une source proche du processus.

Des groupes comme Société Générale ont déjà pris les devants. Cette banque a lancé au niveau africain (donc au Cameroun) une plateforme de transactions à travers le mobile baptisée YUP. Dans un autre registre, les groupes de téléphonie mobile Orange et MTN viennent de mettre sur pied une plateforme. Elle devrait gérer l'interopérabilité de transactions, entre ces deux grands acteurs du Mobile Money en Afrique. Dénommé Mowali, cette plateforme n'est pas encore fonctionnelle.

Nextell, le troisième opérateur n'est pas en reste. Il a lancé son service de Mobile Money baptisé Possa. En attendant la réglementation... La possibilité offerte à chacun des acteurs d'avoir son propre système de création et de mise en circulation de monnaie électronique participe de la volonté de la Cemac d'accroître l'inclusion financière. Mais il y a encore des réglages à faire pour rendre l'interopérabilité effective à l'échelle de la sous-région.

On est en attente de deux règlements qui viendront statuer sur les normes à respecter en termes de réserves et de statut pour les établissements de paiement. Dans l'attente de ces ajustements, certains opérateurs camerounais des télécommunications appliquent déjà ce principe. Grâce à des accords avec certains établissements de crédit, ils permettent de retirer de l'argent de son compte bancaire via un code tapé sur son téléphone, ou de transférer des unités de Mobile Money vers son compte bancaire. Mais les frais varient d'un opérateur à l'autre et d'une banque à l'autre. Ecobank par exemple prélève 1000 francs lors du transfert d'argent d'un de ses comptes vers un compte Orange Money, mais facture la même opération

à 1 % du montant traité lorsqu'il s'agit de MTN Mobile Money.

Au-delà de l'efficacité technique, la bataille de l'interopérabilité risque de se situer dans les prix des prestations. Tout dépendra donc des redevances qu'exigeront, aussi bien le Groupement interbancaire monétique d'Afrique centrale (Gimac) pour l'émission monétaire, que les régulateurs de télécommunication pour les infrastructures techniques.

Au Cameroun, rien que le transfert de monnaie électronique à partir des terminaux mobiles a représenté un marché de 1 500 milliards FCFA. À près de 1 % les frais de retrait, on peut aisément comprendre le gros investissement effectué par l'ensemble des acteurs, pour tirer profit de l'interopérabilité.